Interview du Sheikh Khalid Al-Haj, responsable du Hamas kidnappé jeudi 11 janvier

le 13/1/2007 11:10:00 (1149 lectures)

« ***Il faut accepter le choix démocratique des Palestiniens. Que dirait le monde, si 40 parlementaires de la Knesset avaient été kidnappés ?!!!*** «

nous déclarait-il dans une interview réalisée à Jénine pour le CAP le 6 novembre 2006.

Comme des dizaines d'autres Palestiniens, à Jénine, Naplouse, Hébron, Bethléem, il vient d'être kidnappé par les forces d'occupation israéliennes.

Ces dernières semaines, ces rafles s'accélèrent. 170 palestiniens dont 9 mineurs ont été arrêtés depuis le 28 décembre 2006. Des adolescents, des femmes, des responsables politiques, des députés au Parlement palestinien et des ministres, personne n'y échappe. Il y a actuellement environ 10 000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes dont une centaine de femmes et plus de trois cents enfants. Voir l'article sur les prisonniers publié récemment.

Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder il est revenu sur la situation très difficile vécue actuellement par les Palestiniens en raison de l'occupation israélienne et du blocus de la communauté internationale imposé depuis l'élection du Hamas.

Il a insisté sur le silence international au sujet des crimes commis par Israël. Le message clair qu'il nous a transmis est : **RESPECTEZ et FAITES RESPECTER LE CHOIX DEMOCRATIQUE DES PALESTINIENS** .

INTERVIEW

Le Sheikh Khalid Al-Haj nous reçoit dans un appartement de Jénine. Il s'exprime en arabe. Un tiers traduit en anglais.

« A Jénine et dans les autres villes palestiniennes, nous sommes depuis 5 ans en état de siège, de nombreuses habitations ont été détruites, beaucoup d'arbres ont été arrachés, il y a de nombreux prisonniers et il y a un fort taux de chômage. Depuis janvier le siège est devenu encore plus terrible. Avant, le siège n'était dû qu'aux israéliens, aujourd'hui, il est lié au blocus général des territoires par de nombreux états.

Le Mouvement de la Résistance Islamique a accepté le discours souhaité par les Etats Occidentaux sur la démocratie et les droits de l'homme. Il a remporté 60% des sièges au CLP. Ils ont cru que les Etats Occidentaux accepteraient de collaborer avec eux. En fait ils n'ont pas accepté le choix des Palestiniens. Aucun état n'a reçu un seul ministre palestinien, à part la Norvège. Les Européens soutiennent le siège, qui dure depuis 8 mois. De plus, ils ne disent rien au sujet des crimes perpétrés par les israéliens, Même les Etats arabes ne disent rien à ce sujet.

Avant 2006, la situation économique était difficile, mais depuis début 2006, beaucoup de personnes ne perçoivent plus de salaire. La situation est très difficile dans tous les secteurs de l'économie. Les Palestiniens attendaient que les peuples européens fassent pression. En fait depuis que le Hamas a remporté les élections, les Palestiniens ne voient plus beaucoup de soutien de la part des Européens.

Pourquoi ? Est-ce la réalité ?

***CAP** : Pourquoi le Hamas a-t-il décidé de prendre part au processus électoral issu d'Oslo ?*

Depuis que Sharon a réoccupé le plupart des villes palestiniennes et a assiégé Arafat à la Muqataa, les accords d'Oslo n'existent plus. Il n'y a pas d'existence de ces accords sur le terrain. Théoriquement, ils ont pris fin en 1999.

C'est la raison pour laquelle, le Hamas a décidé de participer à ces élections.

D'autre part, le Hamas a participé activement à la résistance contre l'occupation. Il était reconnu pour cela. Le mouvement a voulu par la suite être légitimé par le peuple palestinien de manière démocratique en prenant part aux élections.

En 2005, Abu Mazen et le Hamas se sont mis d'accord pour que le Hamas devienne membre de l'OLP. Cela a aussi été décisif pour la participation aux élections. Finalement le Cheikh Yassine avait déclaré « *il est possible de faire une trêve afin de mettre en oeuvre les principales revendications palestiniennes : un Etat, Jérusalem-Est comme capitale, la libération des prisonniers et le retour des réfugiés conformément à la résolution 194* ».

***CAP** : Quelle est votre position sur le gouvernement d'union nationale ? C'est bien ce que vous aviez proposé dès le départ ?*

Dans quelques jours, un gouvernement d'union nationale sera nommé. Nous nous sommes mis d'accord sur un programme politique conforme au document des prisonniers.

Une des raisons du débat, c'est que le Fatah n'accepte pas le résultat des élections. Ils mettent de nombreux obstacles devant le Hamas.

D'autre part, les israéliens et les USA exercent une pression sur certains partis politiques palestiniens. Certains partis, relativement « petits » souhaitaient que le Hamas abandonne son programme politique pour adopter d'autres programmes. D'autres encore attendaient que le Hamas soit mis en échec et abandonne. Maintenant tous ces partis réalisent que le gouvernement ne va pas tomber et qu'il a gardé le soutien du peuple. C'est la raison pour laquelle ces partis doivent maintenant nous accepter.

Il y a 40 élus au parlement qui ont été kidnappés par les Israéliens et les Européens ne disent rien à ce sujet. Qu'est ce que ça serait si 40 membres de la Knesset avaient été kidnappés ?!!!!

***CAP** : Où en sont les négociations pour la réforme de l'OLP ?*

Une des conditions de formation d'union nationale est de recommencer les discussions au sujet de l'OLP.

***CAP** : Est-ce que le soutien du Hamas vient uniquement des classes populaires ou bien le mouvement est-il populaire dans toutes les tranches de la société ?*

Non, le soutien est fort partout. Par exemple, le Hamas est fortement représenté dans les syndicats de médecins, d'avocats, d'infirmières, de pharmaciens, d'étudiants (ex Université de Birzeit).

En ce qui concerne la grève, le Hamas a discuté de cela avec les syndicats. Mais beaucoup de gens réalise aujourd'hui que ce n'est pas un problème contre le gouvernement. Mais que cette grève est politique, que c'est un moyen « sous la table » de faire pression sur le gouvernement.

***CAP** : Quels sont vos liens avec le Hezbollah ?*

Le Hamas en Palestine, c'est comme le Hezbollah au Liban. Nous travaillons sur le même terrain, dans la même direction. Le Hezbollah a une grande réputation ici en Palestine.

***CAP** : Quel est votre message ?*

Nous attendons des Européens qu'ils apprennent à mieux connaître la lutte du peuple palestinien sur le plan politique.

Il faut parler du Mur, des colonies, des 10 000 prisonniers et des 60 élus et ministres palestiniens en prison.

Les Européens doivent envoyer un message clair à leurs gouvernements. Ces derniers doivent accepter le choix démocratique des Palestiniens. Car tout le monde était d'accord pour dire que c'était un processus démocratique.

Nous sommes pour le dialogue avec les autres civilisations, nous sommes contre la force [note du trad. au sens force armée], sauf quand quelqu'un occupe la terre.

Propos recueilli par Nathalie et Christine pour le CAP